

Fin 2021, l'emploi salarié atteint un niveau record en Île-de-France

Après une année 2020 marquée par la crise sanitaire, l'année 2021 se solde par une progression sensible de l'emploi salarié, avec plus de 130 000 nouvelles embauches en un an, permettant d'atteindre un niveau supérieur à celui d'avant-crise. Ces résultats sont portés par la forte hausse de l'emploi tertiaire marchand, notamment dans l'intérim et le secteur de l'information et communication. Le secteur de l'hébergement et restauration est particulièrement dynamique en 2021, sans néanmoins retrouver son niveau d'avant-crise. Le rebond de l'emploi est fort à Paris. Les difficultés d'approvisionnement tendent en revanche à pénaliser les embauches dans les Yvelines.

Pendant toute l'année 2021, en Île-de-France, l'emploi salarié est reparti à la hausse et dépasse désormais en fin d'année le niveau observé fin 2019 (+ 0,3 % en deux ans contre + 1,5 % en France hors Mayotte) ► **figure 1**. Fin 2021, les établissements franciliens emploient près de 6 millions de salariés. Au cours de l'année, 130 000 emplois ont été créés, soit davantage que le record enregistré durant l'année 2019. Ces gains compensent ainsi largement les suppressions constatées en 2020 en raison de la crise sanitaire. En un an, la progression est toutefois moins forte qu'au niveau national (+ 2,2 % contre + 2,8 % entre fin 2020 et fin 2021), alors qu'elle était similaire durant les cinq années précédant la crise, entre 2014 et 2019 (respectivement + 1,0 % et + 0,9 % de variation annuelle moyenne). Les restrictions sanitaires ont en effet davantage pénalisé l'économie francilienne, compte tenu notamment de ses spécificités sectorielles et de sa forte dépendance au tourisme étranger et aux échanges internationaux.

Le secteur tertiaire marchand porte la reprise de l'emploi francilien

Fin 2021, l'emploi tertiaire marchand (hors intérim) regroupe 3,6 millions de salariés ; il repart nettement à la hausse sur un an, sans toutefois atteindre la dynamique

► Avertissement

Dans cette publication, le concept d'emploi se réfère aux critères du Bureau international du travail (BIT). Sont comprises dans l'emploi à la fois les personnes ayant travaillé au moins une heure rémunérée pendant une période donnée, mais également les personnes en emploi n'ayant pas travaillé pour certaines raisons (en particulier celles en chômage partiel et en arrêt maladie).

L'introduction de la déclaration sociale nominative (DSN) peut entraîner des révisions accrues sur les données durant la phase de montée en charge du dispositif.

nationale (+ 3,0 % entre fin 2020 et fin 2021 en Île-de-France contre + 4,3 % en France hors Mayotte) ► **figure 2**. L'effectif salarié francilien est ainsi légèrement moindre (- 0,2 %) qu'avant la crise sanitaire (fin 2019) alors que, en France hors Mayotte, il a progressé de 1,6 %. L'emploi tertiaire non marchand, porté notamment par les embauches dans le secteur de la santé durant la crise sanitaire, continue de gagner des emplois sur l'année, à un rythme cependant moindre qu'en 2020 (+ 0,5 % contre + 0,9 %). Il était jusque-là quasiment stable depuis 2014. L'emploi dans la construction ralentit et enregistre une hausse moins marquée qu'au niveau national (+ 1,7 % contre + 2,5 %). L'industrie continue de perdre des emplois en Île-de-France, à un rythme supérieur à celui observé en France hors Mayotte.

Après une forte baisse entre 2019 et 2020 plus marquée en Île-de-France que dans le reste du territoire national, l'intérim progresse nettement en 2021, à un rythme équivalent dans la région capitale et en France hors Mayotte (respectivement + 12,7 % et + 12,5 %) ► **figure 3**. Ce fort recours à l'intérim est notamment porté par les remplacements des absences liées à l'épidémie de Covid-19 (arrêts maladie, isolement, garde d'enfant, etc.). Il en résulte que le volume d'emplois dans le travail intérimaire retrouve son niveau d'avant-crise dans la région (+ 0,8 %), alors que, au niveau national, il le dépasse de 6,3 %.

Au sein du tertiaire marchand hors intérim, l'emploi progresse dans la majorité des secteurs, mais à un rythme moindre que celui enregistré sur l'ensemble du territoire français. Ce constat est particulièrement vrai dans l'hébergement et restauration, où le nombre de salariés franciliens progresse certes de 9,1 % par rapport à 2020 mais ne parvient pas à retrouver le niveau d'avant-crise (- 1,8 %) alors que celui-ci est dépassé au niveau national (+ 1,6 %). En effet, tout au long de l'année 2021, les restrictions sanitaires ont

davantage affecté l'économie régionale. Dans l'information et communication, la progression reste solide, comme avant la crise sanitaire. Dans les services aux entreprises (hors intérim), le rebond est net (+ 3,1 %), le volume d'emplois retrouvant ainsi celui d'avant-crise (+ 0,3 % par rapport à fin 2019). En revanche, dans les services immobiliers, l'emploi recule plus fortement dans la région (- 2,0 %) qu'au niveau national (- 1,4 %) ; il n'a pas retrouvé son niveau de 2019 (- 4,2 % contre - 3,6 % en France).

Paris en nette hausse, les Yvelines pénalisées

L'emploi progresse dans tous les départements. Le rebond est particulièrement fort à Paris (+ 3,6 %) après un repli important en 2020 (- 2,5 %), la capitale ayant été plus affectée que les autres départements par les conséquences de la crise sanitaire ► **figure 4**.

En revanche, dans les Yvelines, les effectifs salariés ont peu augmenté au cours de l'année 2021 (+ 0,2 %) et restent sensiblement inférieurs à leur niveau de fin d'année 2019. Le secteur de l'automobile est bien implanté sur ce territoire et les problèmes d'approvisionnements pourraient être un facteur explicatif de ce constat. La progression de l'emploi dans l'Essonne reste mesurée (+ 1,2 %) mais lui permet néanmoins de dépasser son niveau de fin 2019 (+ 0,8 %). Dans les autres départements de la région, la progression est plus dynamique, variant de 1,6 % à 2,2 % par rapport à 2020. ●

Samuel Deheeger (Insee)

► Pour en savoir plus

- Pouget J., Simon O., *Point de conjoncture* du 9 mai 2022, Insee.

► 1. Emploi salarié total par secteur d'activité

en %

Secteur d'activité	Emploi au 31/12/2021 en Île-de-France (milliers)	Évolution entre fin 2019 et fin 2021		Évolution entre fin 2020 et fin 2021		Évolution annuelle moyenne entre fin 2014 et fin 2019 ¹	
		Île-de-France	France hors Mayotte	Île-de-France	France hors Mayotte	Île-de-France	France hors Mayotte
Agriculture	6,4	8,2	2,8	-1,4	2,3	1,1	1,7
Industrie	423,6	-2,3	-1,1	-0,3	0,7	-0,8	-0,2
Industrie agro-alimentaire	55,8	4,2	3,7	5,6	3,9	1,4	1,0
Énergie, eau, déchets, cokéfaction et raffinage	82,8	1,2	0,9	0,6	1,0	0,0	-0,1
Biens d'équipement	68,2	-3,4	-2,8	-1,4	-0,1	-1,6	-0,7
Matériels de transport	63,3	-7,6	-5,1	-4,0	-2,5	-1,4	-0,5
Autres branches industrielles	153,5	-3,6	-2,1	-0,8	0,2	-1,2	-0,6
Construction	315,5	4,5	4,7	1,7	2,5	2,4	0,8
Tertiaire marchand	3 731,9	-0,1	1,9	3,3	4,8	1,5	1,6
Commerce	712,0	-0,4	2,1	1,9	3,0	0,6	0,8
Transports	375,5	0,1	0,2	1,0	1,2	0,9	0,9
Hébergement - restauration	316,1	-1,8	1,6	9,1	15,1	2,0	2,7
Information - communication	439,2	3,4	3,6	4,5	4,6	2,3	2,5
Services financiers	333,2	-1,0	-0,4	0,6	1,2	0,5	0,5
Services immobiliers	77,7	-4,2	-3,6	-2,0	-1,4	0,7	1,1
Services aux entreprises hors intérim	989,1	0,3	2,8	3,1	4,0	2,1	2,5
Intérim	129,8	0,8	6,3	12,7	12,5	7,6	6,8
Services aux ménages	359,2	-2,1	0,1	3,4	5,7	0,0	-0,3
Tertiaire non marchand	1 508,6	1,3	1,3	0,5	0,6	0,2	0,1
Total	5 986,0	0,3	1,5	2,2	2,8	1,0	0,9

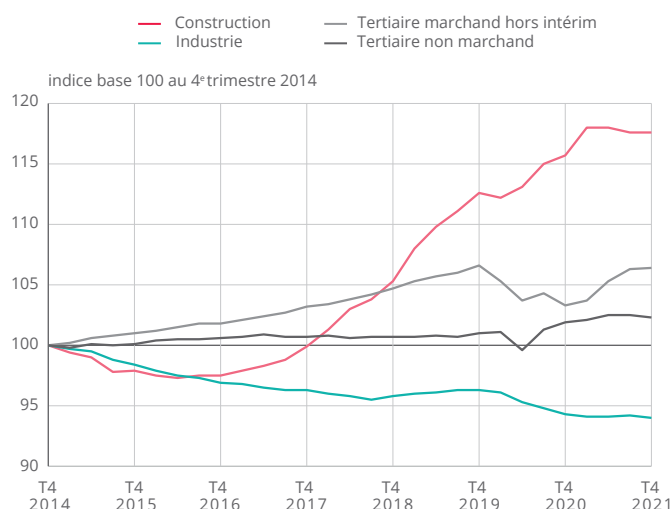
¹ Évolution qui aurait été observée pour l'emploi salarié total du secteur pour chaque année de la période considérée, en supposant une évolution identique chaque année.

Notes : données provisoires pour le dernier trimestre et révisées pour les trimestres précédents ; données CVS en fin de trimestre.

Champ : emploi salarié total.

Sources : Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Urssaf, Dares, Insee.

► 2. Évolutions trimestrielles de l'emploi salarié total par grand secteur d'activité, en Île-de-France

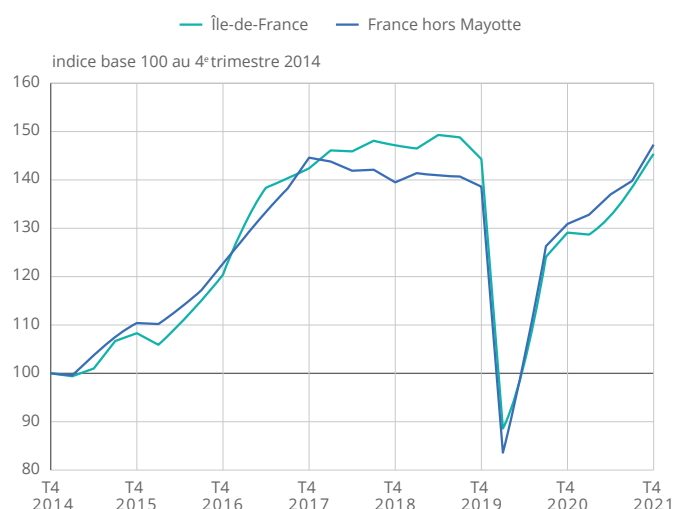


Notes : données provisoires pour le dernier trimestre et révisées pour les trimestres précédents ; données CVS en fin de trimestre.

Champ : emploi salarié total.

Sources : Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Urssaf, Dares, Insee.

► 3. Évolution trimestrielle de l'emploi intérimaire



Notes : données provisoires pour le dernier trimestre et révisées pour les trimestres précédents ; données CVS.

Champ : emploi intérimaire en fin de trimestre.

Sources : Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Urssaf, Dares, Insee.

► 4. Emploi salarié total par département et par grand secteur d'activité, en Île-de-France

en %

Zonage	Emploi au 31/12/2021 (milliers)	Évolution entre fin 2019 et fin 2021	Évolution entre fin 2020 et fin 2021					Tertiaire non marchand	Total
			Agriculture	Industrie	Construction	Tertiaire marchand	dont Intérim		
Paris	1 876,1	1,0	-23,5	3,7	2,1	4,8	7,2	0,2	3,6
Seine-et-Marne	474,3	-0,2	2,8	-0,3	2,4	3,1	11,7	0,8	2,1
Yvelines	532,1	-1,7	-2,3	-2,8	1,7	0,9	7,0	0,2	0,2
Essonne	458,3	0,8	3,6	-0,8	2,5	1,7	-0,3	0,7	1,2
Hauts-de-Seine	1 072,1	-1,0	12,2	-0,8	0,4	2,2	47,5	0,6	1,6
Seine-Saint-Denis	645,6	1,9	6,5	0,4	1,9	3,3	18,1	0,8	2,2
Val-de-Marne	539,1	-0,4	0,9	1,4	0,2	3,1	15,3	0,1	1,8
Val-d'Oise	388,4	1,9	-3,2	-2,1	2,5	3,8	20,4	0,6	2,2
Île-de-France	5 986,0	0,3	-1,4	-0,3	1,7	3,3	12,7	0,5	2,2

Notes : données provisoires pour le dernier trimestre et révisées pour les trimestres précédents ; données CVS en fin de trimestre.

Champ : emploi salarié total.

Sources : Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Urssaf, Dares, Insee.